

LA SUISSE RESTE ET RESTERA TOUJOURS UNE PLACE FINANCIÈRE IMPORTANTE»

YVES MIRABAUD

BANQUE & FINANCE: COMMENT LA PLACE SUISSE SE PORTE-T-ELLE APRÈS LES BOULEVERSEMENTS DE CES DERNIERS MOIS?

YVES MIRABAUD: Comme d'autres places financières, la Suisse a subi un changement de paradigme radical avec la criminalisation de l'évasion fiscale et l'émergence d'un monde de transparence totale, tel qu'il est conçu aujourd'hui par l'OCDE et divers groupements affiliés. Le tournant a été la volonté du gouvernement suisse de participer à cette transparence à travers l'échange automatique d'informations. Cela a permis d'enlever un peu de pression sur la place qui a finalement accepté de faire comme toutes les autres. Les banques privées ont été les premières à reconnaître la nécessité d'un tel changement.

B&F: CETTE DÉCISION A-T-ELLE PROVOQUÉ UN RETRAIT DE LA CLIENTÈLE NON RÉSIDENTE?

YM: Non, la confiance des clients a perduré, car la qualité du service et les prestations offertes par les banquiers suisses n'ont pas été remises en question par la clientèle. Pas plus, d'ailleurs, que la solidité des banques, car hormis UBS, aucun établissement en Suisse n'a eu de problèmes majeurs durant cette crise financière importante. La pression exercée sur la Suisse provenait plus des gouvernements que des clients. Désormais, l'effort consenti par la place financière dans cet exercice de transparence est d'ailleurs reconnu non seulement en Suisse, mais aussi à l'étranger. Maintenant que l'échange automatique de renseignements se met en place, nous devons nous assurer de deux choses: la première, c'est que les autres places financières agiront effectivement comme elles l'ont promis afin d'instaurer un «level playing field» et que tout le monde soit traité de la même façon. Le deuxième défi sera de s'assurer que les données transmises aux services fiscaux de pays étrangers seront utilisées à bon escient, c'est-à-dire à des fins fiscales uniquement. Quand vous échangez avec l'Australie ou le Canada, il n'y a pas trop de doutes. Avec d'autres Etats, où les principes démocratiques et la fiscalité sont peut-être moins aboutis, il va falloir être attentifs pour préserver la confiance et la sécurité de la clientèle.

B&F: IL EST DONC TROP TÔT POUR FAIRE UN BILAN?

YM: Le passage à un monde complètement transparent au niveau de l'information fiscale va durer une bonne dizaine d'années. Quand cette période s'achèvera, on pourra faire le bilan et comprendre comment la place financière suisse a évolué et comment elle s'est réinventée. Mais je suis confiant. Les actifs des banques sont restés stables, voire ont augmenté. Il y a certes moins



Yves Mirabaud, né en 1966, est Associé Senior de Mirabaud SCA et Président du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA. Diplômé de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève, il rejoint la banque Mirabaud en 1993, après avoir passé cinq ans dans différentes institutions bancaires de Genève, Zurich, Boston et New York. Il devient Associé en 1996. Entre 2000 et 2011, il est membre du Comité Exécutif et occupe la fonction d'Associé Senior en 2012 et 2013. Depuis janvier 2014, suite au changement de structure juridique du Groupe Mirabaud, il occupe les fonctions d'Associé Senior de Mirabaud SCA et de Président du Conseil d'Administration de Mirabaud & Cie SA. Il préside l'Association de Banques Privées Suisses depuis avril 2015. Il est aussi Président de la Fondation Genève Place Financière et membre du Conseil de la Chambre de Commerce, d'Industrie et des services de Genève.

de banques, mais la plupart de celles qui ont quitté le marché suisse, en fermant ou vendant leurs activités, sont des banques étrangères ou des succursales de banques étrangères. Cela témoigne de la bonne santé de la place et des banques, qui ont pu intégrer les acteurs souhaitant se retirer pour diverses raisons. En résumé, il y a peut-être moins de banques, mais elles sont plus fortes qu'elles ne l'étaient avant la crise.

B&F: LA PLACE SUISSE A-T-ELLE DÉFINITIVEMENT TOURNÉ LA PAGE DU CONFLIT US?

YM: Les Américains ont déclaré que le programme était terminé, en tout cas pour les banques des catégories 2 et 3. Un certain nombre de banques de catégorie 1 devraient bientôt connaître leur sort, mais avec la nouvelle administration, le futur est imprévisible. En tout cas, les banques des catégories 2 et 3 savent à quoi s'en tenir. Il y aura peut-être encore une affaire qui sortira ici où là, mais dorénavant, on échange toute l'information. C'est d'ailleurs aussi le cas pour l'Union européenne et une dizaine d'autres pays. Tous nos clients sont aujourd'hui conformes fiscalement. Est-ce que la place financière en est plus sûre, plus solide? Ce qui est important, c'est de bénéficier d'une réglementation raisonnable, crédible, mais pas excessive. Les banques ont une relation saine avec la FINMA, leur autorité de régulation. Elles ne sont pas toujours d'accord avec cette dernière, c'est normal, mais le dialogue est de qualité.

B&F: LE BREXIT CHANGERA-T-IL QUELQUE CHOSE DANS LA CONCURRENCE À LAQUELLE SE LIVRENT LES PRINCIPALES PLACES FINANCIÈRES MONDIALES?

YM: Malheureusement le Brexit ne devrait pas amener grand-chose à la Suisse, pour la simple et bonne raison que notre pays ne fait pas partie de l'Union européenne et qu'il n'a donc pas, à ce jour, accès au marché européen des services financiers. Il y a de fortes chances pour que la Grande-Bretagne se retrouve à peu près dans la même situation que la Suisse. On verra quelle sera la situation après les résultats de la négociation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Je ne vois pas l'intérêt qu'aurait une banque établie en Angleterre de venir s'installer en Suisse. Elle n'y gagnerait rien. Elle optera plutôt pour l'Irlande, l'Allemagne, le Luxembourg ou, comme certains l'espèrent, la France.

B&F: L'ACCÈS AU MARCHÉ EUROPÉEN RESTE-T-IL PRIORITAIRE?

YM: Il est très important, parce que les pays européens sont nos voisins les plus proches. Mais il existe aussi d'autres marchés importants hors de l'Union européenne. Chaque fois que la Suisse réfléchit à un accord d'échange automatique de renseignements, nous insistons pour qu'il y ait un accord bilatéral avec le pays

concerné afin de pouvoir servir sans obstacle les clients dont les données seront transmises.

B&F: QUELLES SONT VOS RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS POLITIQUES?

YM: Nous avons un très bon dialogue avec le Département des finances. Le Conseiller fédéral Maurer est conscient de nos difficultés, de nos attentes et de nos besoins. Le Conseil fédéral fait désormais tout son possible pour promouvoir la place financière. Nous le demandons depuis très longtemps, mais nous n'étions pas très écoutés.

B&F: LA PLACE SUISSE A-T-ELLE LES MOYENS HUMAINS DE CETTE OUVERTURE?

YM: La qualité de l'employé bancaire en Suisse est excellente, certainement supérieure en moyenne à ce que l'on trouve dans d'autres places financières. Il faut néanmoins continuer à s'améliorer, insister sur la formation, offrir des filières de qualité, afin d'accroître les compétences et d'amener les jeunes à s'intéresser à nos métiers, à se former et à être performants. Néanmoins, le bassin helvétique est relativement restreint. Certaines expertises particulières ne se trouvent pas chez nous et doivent être importées. Quand une banque cherche un spécialiste des marchés émergents, un Indien, un Africain ou un Européen de l'Est lui apporteront une valeur ajoutée introuvable en Suisse. C'est pour cette raison que nous avons beaucoup insisté sur l'importance de la libre circulation des personnes, pour pouvoir attirer chez nous des talents et ne pas devoir les employer dans nos bureaux à Luxembourg, à Londres ou je ne sais où. Nous voulons continuer à générer de la richesse, de l'emploi, du bénéfice et de l'impôt en Suisse.

“
**NOUS NOUS
BATTONS
AVEC NOS
COLLÈGUES
POUR
DÉFENDRE DES
CONDITIONS-
CADRES DONT
LA QUALITÉ EST
ESSENTIELLE
POUR TOUT LE
MONDE.**

B&F: PEUT-ON DESSINER LE PORTRAIT DE LA CLIENTÈLE DES BANQUES AUJOURD'HUI, PARLER DE SES EXIGENCES ET DE LA MANIÈRE D'Y RÉPONDRE?

YM: C'est un peu un mélange de tout. La clientèle domiciliée en Suisse, qui comprend des Suisses aussi bien que des personnes d'origine étrangère, demeure l'une des plus importantes, et ce pour la plupart des banques. Dans un établissement comme le nôtre (ndlr: l'interview a été réalisée au siège de la banque Mirabaud), près d'un tiers de la clientèle est domiciliée en Suisse. Je suis sûr que les chiffres sont identiques chez mes collègues de l'Association de Banques Privées Suisses. Nous devons offrir à cette clientèle-là de plus en plus de services, c'est certain, tout comme à la clientèle domiciliée hors de Suisse, en Europe et ailleurs dans le monde. D'où, justement, la nécessité d'accéder à ces marchés, de pouvoir servir ces clients en allant chez eux, plutôt que de devoir les attendre en Suisse. L'enjeu est réel, mais je suis persuadé que la Suisse reste et restera toujours une place importante grâce à sa position indépendante. Ses banques, mais aussi le pays, sont pour les clients synonymes de stabilité. La force de sa monnaie, son expertise internationale, son système juridique de qualité et prévisible, tout cela attire une clientèle qui n'est pas forcément aussi bien servie chez elle.

B&F: PAR SES DÉCISIONS, PEUT-ON DIRE QUE LA BANQUE NATIONALE SUISSE EST VOTRE MEILLEURE ALLIÉE?

YM: La BNS est autonome. C'est dans la loi. Il est donc normal que la banque nationale prenne les décisions nécessaires pour assurer la prospérité de la Suisse. Nous n'avons jamais critiqué ses décisions politiques. Prenons l'exemple des taux d'intérêt négatifs. Nous n'avons pas remis en cause cette mesure prise par la BNS. Ce que nous avons contesté, c'est la méthode qu'elle a utilisée pour les prélever. L'intérêt était perçu sur les comptes de virement des banques au-delà d'un montant exonéré de 20 fois les réserves minimales requises de chaque banque. Cette méthode pénalisait les banques détenant beaucoup de liquidités, comme les banques de gestion, et non les banques commerciales qui utilisaient leurs liquidités pour prêter de l'argent ou les investir pour leur propre compte. Là, on avait un vrai problème. Deuxième exemple, la force du franc suisse. Il pénalise les banques spécialisées dans la gestion de

fortune, qui constituent essentiellement un secteur d'exportation. La plupart de leurs revenus sont libellés dans des monnaies internationales et chaque fois que le franc suisse prend un centime c'est un coût pour elles. Il n'y a pas de miracle. Avec un dollar à 1,50 et un euro à 1,40, comme c'était le cas il y a quelques années, elles détiendraient 15 à 20% d'actifs supplémentaires sans avoir un collaborateur de plus ni un client de plus. Leurs actifs seraient juste plus importants et par conséquent leurs revenus proportionnellement plus élevés. Le franc suisse est certes un gage de stabilité pour certains de leurs clients, mais pour les banques privées, il représente un coût, car leurs clients n'investissent qu'une partie de leurs actifs en francs suisses.

B&F: VOUS PRÉSIDEZ À LA FOIS DE L'ASSOCIATION DE BANQUES PRIVÉES SUISSES ET LA FONDATION GENÈVE PLACE FINANCIÈRE. LES JEUX SONT-ILS LES MÊMES POUR TOUS LES TYPES DE BANQUES?

YM: Oui et non. L'ABPS représente l'un des métiers les plus importants de l'industrie bancaire, celui de la gestion de patrimoine, aussi bien privée qu'institutionnelle. En ce sens, nos préoccupations sont les mêmes que celles d'autres banques de la place financière suisse, comme les banques universelles, les banques cantonales, etc. Reste que ces préoccupations sont différentes et plus nombreuses quand on considère l'ensemble des banques de la place, les sociétés de trading, les fiduciaires, les gérants indépendants. Je crois qu'une place financière forte est bénéfique pour tous. C'est pour cela que nous nous battons avec nos collègues pour défendre des conditions cadre dont la qualité est essentielle pour tout le monde. Même si nous ne sommes pas toujours d'accord sur les visions, les positions sont assez similaires.

B&F: EN CONCLUSION, VOUS ÊTES OPTIMISTE QUANT À L'AVENIR DES BANQUES.

YM: A l'avenir, elles resteront les locomotives de la finance suisse. Tous les acteurs de la place suisse, les petits comme les grands, voient leur monde se compliquer. A terme, on assistera à une consolidation de ces institutions. Ce sera bon pour tout le monde, même si certains peineront à réaliser cette transition. Notre place financière en sortira renforcée. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIC BARILLET